

DEPARTEMENT DES  
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8567

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

Agenda d'Accessibilité Programmé  
(Ad'AP) - Modification

L'an deux mil seize, le vingt-quatre février, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

**Étaient présents** : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, MARZINIAK Yannick, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlene, VALENTI Anaïs, FOISSAC Elodie, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

**Procurations** : PEACOCK Valérie à DERONT-BOURDIN Gautier, KHALDI Philippe à ETORE Christophe, VIVARELLI Philippe à SAVORNIN Richard, BENTRAD Samira à LASSOUED Bouchra, FERNANDEZ Patrick à DAL MORO Christian, HOSKIN Marie-Pierre à CHARLOT VALDIEU Catherine.

Madame FOISSAC Elodie est désignée secrétaire de séance.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 parue au Journal Officiel du 27 septembre 2014 « relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées », disposent que le propriétaire ou l'exploitant responsable de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public doit déposer avant le 27 septembre 2015 son projet d'« Agenda d'Accessibilité Programmée » ou Ad'AP.

Afin de réaliser son projet d'Ad'AP, la Commune a missionné la société QUALICONSULT pour réaliser un diagnostic des travaux à effectuer et comportant des estimations financières.

Cet Ad'AP engage la Collectivité sur une programmation des crédits réservés aux travaux de mise en accessibilité.

La programmation proposée ci-après a été établie au regard de la stratégie patrimoniale suivante : la stratégie adoptée a bien entendu visé à lisser dans le temps l'effort financier engagé par la Commune pour les travaux de mise en accessibilité tout en regroupant les travaux établissement par établissement pour limiter l'impact sur leur exploitation. Une réflexion de regroupement par zone géographique (ancienne mairie, local commercial rue Grande, local commercial place des Arcades, maison pour associations rue du Frêne) mais aussi par type d'activité (ex : les aires de jeux d'enfants) a également été menée. Enfin, l'évolution du patrimoine dans le temps a également été pris en compte (prise en compte du plan pluriannuel d'investissement et des objectifs de rénovation du patrimoine bâti, décalage dans le temps des établissements voués à être déplacés ou supprimés).

Par ailleurs, au vu de ses contraintes de maîtrise budgétaire, la Commune demande à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes de lui accorder une dérogation afin d'étaler les dépenses sur une période de 9 ans (au lieu de 6 ans).

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

.../...

Le coût des travaux de mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations s'établit comme suit :

	COUT					
	PERIODE 1			PERIODE 2	PERIODE 3	TOTAL
	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3			
TOTAL	113 670 €HT	114 680 €HT	209 090 €HT	589 190 €HT	436 740 €HT	1 463 370 €HT

A ces montants de travaux, il convient d'ajouter 20% correspondant aux dépenses de maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordination sécurité et protection de la santé ainsi que des dépenses pour imprévus.

La présente délibération remplace la délibération n° 8490 du Conseil Municipal du 24 septembre 2015, qui autorisait Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à déposer le dossier de demande d'approbation d'Agenda d'Accessibilité programmée auprès de la Préfecture des Alpes Maritimes.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** la répartition par période du coût prévisionnel total des travaux de mise en accessibilité selon le tableau ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer et à déposer auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes le dossier de demande d'approbation d'Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) et à en assurer l'exécution, ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce projet ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à déposer auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes la demande de dérogation portant à neuf années la durée de réalisation des travaux de mise en accessibilité relatifs à son Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à solliciter auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ou tout autre partenaire l'attribution d'aides financières pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité.

#### FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 26 février 2016 et que la convocation du Conseil a été faite le 18 février 2016. La présente délibération a été affichée le 3 mars 2016 et sera notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 3 mars 2016

Le Sénateur-Maire,